

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 72 (2010)

Artikel: Le dossier Raymond Kolly, anecdotes et fantasmes
Autor: Clerc, John
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-817936>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA GAUCHE ET LA POLICE AU TEMPS DE LA GUERRE FROIDE

LE DOSSIER RAYMOND KOLLY, ANECDOTES ET FANTASMES

1952: après six ans de surveillance et de mouchardage, la police comprend enfin que Raymond Kolly, militant et président du parti socialiste de la Ville, n'est pas communiste et ne le deviendra pas. Mais sa carrière est sciée.

PAR JOHN CLERC

Connaisseur passionné de l'histoire (et de l'actualité!) politiques suisses et fribourgeoises, John Clerc a notamment publié dans les *Annales fribourgeoises* 2009 un tableau complet des scrutins dans le canton de Fribourg depuis 1857.

ASSEMBLÉE

publique et contradictoire

jeudi 4 avril à 20 h. 30

à la

MAISON DU PEUPLE

Sujet: Les jeunes, esclaves d'un régime
ou maîtres de leur destinée

Orateurs:

Claude ELIA, secrétaire romand
de la **Jeunesse libre** de Suisse

Raymond KOLLY
président du **Satus**

Invitation cordiale à tous les
jeunes et à toutes les
organisations de jeunes
de la place.

La Jeunesse libre
de **FRIBOURG**



Le tract de
la Jeunesse libre
(1946);
en surimpression,
un portrait bien
plus tardif de
Raymond Kolly.
Archives privées

De son métier, Raymond Kolly (1921-1997) était ouvrier mécanicien. Engagé aux PTT en 1945, il fut monteur de lignes au service des câbles. En 1951, il travailla – plans en mains – à l'installation d'une ligne téléphonique très importante entre Fribourg et Payerne. En dernier lieu, il était chef aux lignes de la direction des constructions. Il prit sa retraite en 1986. Alors qu'il occupait un poste stratégique, il s'était vu à plusieurs reprises refuser une promotion. Quand «l'affaire des fiches» eut révélé les abus de l'Etat fouineur, il voulut en savoir davantage sur les raisons de ces refus, et demanda à voir les fiches le concernant. Un épais dossier lui fut alors remis, avec nombre de rapports de police donnant force renseignements sur la gauche et l'extrême-gauche à Fribourg.

1945-1946: «UN JEUNE COMMUNISTE CONNU»

Politiquement, Raymond Kolly fut conseiller général de 1946 à 1954 puis de 1966 à 1978, et député au Grand Conseil de 1961 à 1981. Bien que membre depuis 1941 du Parti socialiste de la ville de Fribourg (il en fut même le président de 1949 à 1952), il fut suspecté d'être en réalité membre du Parti du travail (communiste).

La direction de Justice et Police affirme en 1943 que Kolly se signale par des conceptions politiques se rattachant au mouvement communiste et fait une propagande discrète en ce sens auprès de ses collègues d'un garage de Pérolles. Elle demande aux PTT de surveiller son courrier. Premier résultat de ce contrôle, on découvre que Kolly reçoit un pli de Léon Nicole, ex-conseiller national socialiste puis de la Fédération socialiste suisse et du Parti du Travail, contenant trois publications: *L'Étincelle*, *Le Travail* et une lettre ouverte de Nicole au conseiller fédéral von Steiger (chef du DFJP) intitulée «Contre la réaction et le fascisme». Kolly est présenté comme un disciple de René Mauroux, qui sera élu premier conseiller national socialiste fribourgeois cinq mois plus tard, et de Robert Burgel, journaliste et futur député de 1946 à 1949. Le 23 avril 1943, en gare de Fribourg, il attend avec Burgel l'arrivée du train de Lausanne à 20 h 01, relate le rapport de police avec une admirable précision. Le rapport n'est pas avare de détails: on voit Kolly pérorant dans le hall de la gare, à gauche en entrant, appuyé contre le mur et le vitrage en verre dépoli de la salle d'attente de 3^e classe. Le visiteur est Charles Dellberg, conseiller national valaisan. Les trois hommes mangent une fondue à la Maison du Peuple. Conclusion du rapport, selon une

«source digne de foi», Kolly serait chef d'une cellule communiste du quartier de la Neuveville.

Nicole revient à Fribourg le 17 février 1945. Il est en compagnie de Burgel et Kolly, rejoints par Mauroux. Mais le rapport de police ne peut préciser la teneur des entretiens. Le 2 mai 1945, le service de police de la direction cantonale de Justice et Police adresse au préfet de la Sarine un rapport de quatre pages sur le déroulement de la fête du Premier-Mai à Fribourg, relatant notamment les propos du secrétaire FOBB Georges Diacon et de l'orateur invité Ferdinand Hauser, député à Zurich, ainsi que de Mauroux. Une seconde manifestation eut lieu le même jour, organisée celle-là par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), dont l'orateur était Jean Quéloz, président national, de Genève. Burgel et Kolly s'y rendirent pour insister sur la nécessité de grouper tous les ouvriers dans un seul mouvement. On dénombrait une centaine de jeunes présents, en majorité des jeunes filles.

Le 4 avril 1946 a lieu une soirée de la Jeunesse libre sur le thème: «Les jeunes, esclaves d'un régime ou maîtres de leur destinée», au cours de laquelle Raymond Kolly, présenté par le rapport de police comme un «jeune communiste connu», prend la parole. Il exhorte la jeunesse à prendre conscience de la lourde tâche qui lui incombe dans l'après-guerre. Il engage les jeunes à s'unir, avant tout pour extirper les derniers vestiges du fascisme et de l'hitlérisme, seul moyen de créer dans le monde un climat démocratique sain. Suit une discussion au cours de laquelle il est question de la reconnaissance de l'URSS par la Suisse. Pour les organisateurs, le mérite en revient à Eduard Zellweger, un conseiller national socialiste nommé par Max Petitpierre en qualité de ministre à Moscou. Mais certains étudiants présents portent plutôt au crédit du chef de la diplomatie fédérale le fait d'avoir renoué les liens avec l'URSS.

1950-1951: UNE SECTION DU PDT À FRIBOURG

Raymond Kolly réapparaît dans des rapports de police en 1950. Il est question de la création d'une section du Parti du Travail à Fribourg. Le 15 mars 1950, deux conseillers nationaux vaudois du PdT, René Houriet et André Muret, font le déplacement de Fribourg où 70 personnes les attendent au Café des Alpes (aujourd'hui démoli, il était en face de la gare sur l'emplacement actuel de Fribourg-Centre). Il y a là quelques jeunes conservateurs.

Houriet dénonce différents scandales, il met en cause le président Petitpierre et ses frères Roger et Alexandre. Muret critique plusieurs banques (Banque Fédérale, Banque de Paris et des Pays-Bas), souligne la responsabilité du conseiller fédéral Nobs et le silence du PSS. L'ancien conseiller national radical vaudois Henry Vallotton devenu diplomate, «coupable et menteur» dans une certaine affaire Paderevski, est aussi attaqué. Il est question pêle-mêle d'une affaire de stupéfiants à Lausanne, d'un scandale autour du conseiller d'Etat radical Charles Duboule à Genève, d'une affaire de trafic d'or par un juge cantonal à Fribourg dont la presse s'est faite l'écho, du conseiller fédéral Kobelt, chef du DMF (le «Département des scandales»), du conseiller d'Etat fribourgeois Richard Corboz (affaire de détournements à l'Arsenal). En résumé, seul le Parti du Travail n'est mêlé à aucun scandale. Muret affirme sa solidarité avec l'URSS, le seul pays vraiment démocratique, le parti de Pietro Nenni en Italie, le PCF, la Chine. «Aidez-nous, soutenez-nous, venez à nous», conclut l'orateur.

L'organisateur de la réunion, Gabriel Chassot, relève les difficultés rencontrées pour mettre sur pied la conférence et dénonce les interventions du syndic Lorson (conservateur) et du conseiller communal Meuwly (socialiste). Dans la discussion qui suit, un orateur intervient. C'est Laurent Ruffieux, de la Tour-de-Trême, ancien parlementaire qui siégea au Conseil national en 1943 pour finir le mandat de Robert Colliard, fondateur du PAI. Il critique Pierre Barras, préfet de la Gruyère. Un étudiant «barbu» pose une question sur le scandale Woog, du nom d'un dignitaire du PdT. Muret assure le public de l'honnêteté de ce dirigeant.

La séance publique se termine à 23 h 30. Parmi les personnes restant, 15 adhèrent à la section PdT, dont Laurent Ruffieux. «Connu comme agitateur», il est venu avec quatre Gruériens dans une voiture dont le propriétaire est identifié, note le rapport de police, grâce à la plaque d'immatriculation et à Gabriel Chassot.

Un rapport du chef de la police du 20 avril 1950 signale que Raymond Kolly s'est rendu à Bâle auprès de l'administration de l'organe alémanique du PdT *Vorwärts* et qu'il est membre de l'Association Suisse-URSS. Il est certes intervenu lors de l'assemblée du 15 mars pour inviter les personnes présentes à attendre la position du Parti socialiste de la ville. Mais le chef de la police affirme que quand «le PdT aura définitivement pris pied dans notre canton, ce qui est en train de se réaliser maintenant, nous ne doutons pas que R. Kolly y jouera un rôle important». Copie de cette lettre est envoyée au chef du personnel des PTT à Berne.

Toutes les sources sont policières. Il y a dans ces rapports des phrases citées intégralement. Elles ont dû être prises en sténo (à moins que le policier se soit vu remettre un texte, mais les propos rapportés semblent plutôt être des transcriptions de propos oraux). On voit que l'auteur n'est pas toujours le même, car le style est inégal. Il peut s'agir de Louis Gauthier, chef de la police, de ses secrétaires Nicolas Galley et Frédéric Schoenenberger, puis de Louis Chiffelle, de la Sûreté.

C'était une erreur de jugement: le PdT ne s'implantera pas à Fribourg. Une assemblée constitutive du PdT se tient le 23 juin 1950. Chassot est élu président et Ruffieux, vice-président. Les rapports de police ne font pas état d'une présence de Kolly à cette réunion. La section du PdT se réunit le 27 septembre 1951. Il est indiqué que Gabriel Chassot a été exclu du parti pour «déviatinnisme». Le rapport de police signale qu'il est la cheville ouvrière du parti et que son remplacement ne sera pas facile. Ruffieux a pris contact le 11 août avec René Mauroux, représentant du socialisme «officiel», au sujet des perspectives de collaboration aux prochaines élections au Conseil national; il lui a envoyé une lettre afin qu'il en donne connaissance lors d'une assemblée socialiste qui devait se tenir quelques jours plus tard. Mais Mauroux n'a fait aucunement état de ce contact avec Ruffieux, et n'a pas porté ladite lettre à la connaissance du Parti socialiste cantonal. Toujours selon le rapport de police, Ruffieux accuse les socialistes de préférer la collaboration avec les conservateurs plutôt qu'avec les véritables défenseurs de la classe ouvrière. Devant le refus socialiste, Ruffieux fait état d'un plan de «sabotage» des élections, consistant à inviter les électeurs à ne pas se rendre aux urnes. (Ce plan ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet puisque le PS maintint son siège au Conseil national avec 11,2 % des suffrages). Lecture est donnée d'une lettre de Nicole au sujet de Raymond Kolly, contenant des critiques acerbes à l'égard du président de la section socialiste de Fribourg.

La section du PdT se réunit à nouveau le 19 octobre 1951, peu avant les élections fédérales. Laurent Ruffieux explique qu'il faut 5000 francs pour déposer une liste et mener une campagne, somme dont il ne dispose pas. Il s'en prend au Dr Ody et au conseiller communal Charles Meuwly «complètement embourgeoisé». Il se plaint de l'attitude des socialistes qui n'ont pas répondu à sa lettre au sujet d'une collaboration en vue des élections. Il affirme qu'il faudrait d'abord «démolir les dirigeants socialistes qui sont les ennemis jurés des communistes et qui ont trahi le principe de l'unité de la classe ouvrière et sont des paravents des capitalistes». Commentant l'attitude de Kolly qui a refusé un nouvel abonnement à la *Voix ouvrière*, Ruffieux indique que le motif principal ayant dicté ce geste est que l'activité de la section de Fribourg du PdT fait le jeu des conservateurs au détriment des socialistes.

Neuf membres sont présents à cette réunion et deux sont absents: l'un est disqualifié en tant qu'agent des conservateurs et le second en tant qu'agent des socialistes! Un nouveau membre a fait son entrée, «qui

sera identifié sous peu et qui est ouvrier-boucher», promet le rapport de police.

DES REGRETS, MAIS PAS D'INDEMNITÉ

En novembre 1951 les PTT affirment que Kolly n'est pas communiste et qu'il n'exerce pas d'activité politique répréhensible en étant président du PS de la ville. En janvier 1952, la police le confirme, et précise qu'il est sévèrement critiqué dans les milieux communistes. Par la suite, Kolly ne fait plus l'objet que d'un seul rapport de police. Le Ministère public fédéral est informé par la police fribourgeoise d'une interpellation de Raymond Kolly au Grand Conseil, au sujet d'une exposition du Mouvement anti-atomique autorisée par le recteur Bochenski mais interdite par le Conseil d'Etat. Les raisons en sont données par le conseiller d'Etat José Python, directeur de l'Instruction publique pendant la session de février 1965.

En conclusion, la demande de dommages-intérêts et d'indemnité à titre de réparation morale de 500 francs, présentée par Raymond Kolly à la Confédération, est rejetée le 21 juin 1996, mais le conseiller fédéral Otto Stich déplore ce qui s'est passé. Il écrit au Fribourgeois: «Je regrette que vos opinions politiques pendant et après la seconde guerre mondiale aient donné l'occasion aux organes de police de constituer des dossiers sur votre vie privée et de transmettre des informations y relatives à des tiers. Avec l'affaire des fiches, un chapitre sombre de l'histoire de la démocratie suisse s'est refermé. J'espère que non seulement notre génération, mais les générations futures tireront les leçons qui s'imposent.» Me montrant ce dossier peu avant sa mort, Raymond Kolly me dit en substance: «J'étais très à gauche, mais je n'ai jamais été communiste et j'ai tout fait pour éviter une division de la classe ouvrière entre deux partis à Fribourg.»

J. C.

Bibliographie

Jean-Marc PURRO, «Les Fribourgeois devant le communisme dans les années 1945-1955», *Annales fribourgeoises* LIX (1990-1991), pp. 141-150.

Document: le Premier-Mai 1945

Le discours du conseiller national René Mauroux selon la police fribourgeoise

«L'orateur retraça brièvement l'histoire des six années de guerre, de cette guerre qui, selon lui, fut voulue par le capitalisme international, sous le couvert du fascisme et du nazisme. Il eut des termes élogieux à l'égard de la Résistance qui, dans tous les pays occupés, laissa constamment briller une lueur d'espoir. Il exhorta l'assemblée à ne pas se leurrer d'espairs trop grands, au vu du déroulement grandiose des événements. Il déclara nettement que le capitalisme ne serait pas entraîné sans autres dans la chute du fascisme et de l'hitlérisme. Il signala que dans les pays libérés, le capitalisme résiste fortement contre la poussée ouvrière et entend conserver ses avantages. Il cita le cas de la France, en soulignant cependant que la bourgeoisie capitaliste de ce pays n'a plus guère de chances de sortir victorieuse dans la lutte que lui engagent les forces du peuple.

«L'orateur passa ensuite au plan national. Il brossa un tableau des sacrifices faits par les masses ouvrières, des renoncements de toutes sortes, des restrictions des libertés démocratiques, des luttes quotidiennes pour gagner son pain. Il rendit hommage à nos autorités d'avoir voulu conserver l'intégrité de notre pays. Cependant, il ne manqua pas de souligner l'égoïsme de la bourgeoisie régnante. «Il ne s'agissait pas seulement de sauver l'Etat mais aussi de sauver l'argent des bourgeois.» Il compara l'attitude du travailleur qui a peiné durant six ans pour l'indépendance du pays avec celle du capitaliste qui a voulu sauver sa peau et partant son argent. Il accusa finalement la bourgeoisie mondiale d'être responsable de ce monde de misère et des crimes.

«Après quelques paroles au sujet de l'effondrement des forces fascistes et hitlériennes, l'orateur proclama que la Fête du Premier-Mai 1945 marque le début de la marche victorieuse vers le socialisme, l'assaut du prolétariat contre le capitalisme. Il signala que cet assaut est nettement visible et parla du glissement à gauche qui se fait assez sentir à Fribourg. Il imputa les causes de ces glissements aux victoires incroyables de l'URSS, à la situation prédominante du socialisme

mondial et à l'impossibilité dans laquelle sont les bourgeois de résoudre les graves problèmes de l'heure.

«Parlant de notre canton, l'orateur souligna l'importance croissante du mouvement syndical. Il exhorta son auditoire à redoubler d'ardeur et à lutter toujours plus fermement contre la bourgeoisie qui, au vu des événements s'inquiète et s'agite. Il mit en garde contre les manœuvres du régime bourgeois qui cherche actuellement à renier le passé absurde et veut s'adapter. «Il feint de s'intéresser au sort des ouvriers.» Il signala que les Jeunes Conservateurs veulent s'attribuer la Fête du Premier-Mai. Il dénonça ces manœuvres comme trompeuses. L'orateur estima que, si nous assistons actuellement à la disparition des génies criminels (Mussolini-Hitler), il n'en reste pas moins que le régime capitaliste n'est pas mort.

«Il parla de l'état d'esprit dans la bourgeoisie suisse qui est et demeure réactionnaire. Il dénonça ses intentions à l'égard de la masse ouvrière. Il exhorta l'assistance à ne pas se laisser tromper par de belles paroles et à ne pas oublier que la bourgeoisie désire créer un monde ouvrier basé sur ces mots «charité et renoncement».

«René Mauroux termina son discours en faisant l'éloge des victimes des régimes fascistes. Il engagea les réactionnaires suisses à avoir la pudeur de se taire. «Ils n'ont pas le droit de vouloir travailler en faveur de la classe ouvrière qu'ils ont trompée.» Il exhorta finalement l'assemblée à suivre les chefs socialistes, «les seuls qui n'ont jamais failli à leur devoir» et signala pour terminer que ce Premier-Mai est le premier véritable jour de fête puisqu'il marque la libération des peuples opprimés et le triomphe du socialisme dans le Monde.

«L'orateur fut vigoureusement acclamé. (Il y avait 250 personnes.)»

2 mai 1945

POLICE CANTONALE FRIBOURG
Service de Renseignements et de Sécurité:
(suit la signature, caviardée)

La première députation
socialiste au Grand
Conseil fribourgeois
(élections de 1946).
Robert Burgel est au
second rang (écharpe),
René Mauroux au
premier (béret).
Archives privées

